

Introduction : un patrimoine dans tous ses états

**Marie-Christine
Cormier-Salem**

géographe

Pascale de Robert

anthropologue

Longtemps attachées à de poussiéreux objets et d'antiques traditions, les questions de patrimoine et de patrimonialisation suscitent désormais un intérêt vif et d'autant plus remarquable qu'il s'étend bien au-delà de nos frontières géographiques et disciplinaires. Aux quatre coins du monde, on assiste à une véritable explosion de la mise en patrimoine du naturel dont témoignent notamment les listes toujours plus longues d'espèces et d'espaces officiellement protégés. Désormais on reconnaît aussi, et c'est un des phénomènes qui a le plus retenu notre attention (MARTIN, 2002 ; BASSETT et CORMIER-SALEM, 2007), des plantes et des animaux, des lieux et autres objets « naturels », mais également des pratiques et des savoirs que des communautés locales considèrent suffisamment importants pour être conservés et transmis aux générations suivantes. Bien que se référant au départ à des systèmes de pensée occidentaux, et en dépit d'inévitables malentendus sur ce que patrimoine peut vouloir dire ici ou là, force est de constater que la notion est bien porteuse de sens dans les pays du Sud.

L'émergence de ce « patrimoine » qui donne à voir, et à penser, nombre de processus sociaux d'une grande actualité a déjà fait l'objet de deux ouvrages, publiés dans la collection « Colloques et Séminaires » des Éditions de l'IRD, et consacrés spécifiquement aux patrimoines naturels dans les pays du Sud (CORMIER-SALEM *et al.*, 2002, 2005). Ces deux ouvrages réunissaient des interventions faites entre 2000 et 2005 dans le cadre d'un séminaire de recherche sur les patrimoines locaux¹. Ils démontraient la pertinence et la richesse scientifique de cette thématique et mettaient en avant l'intérêt d'une approche par le local. Les interrogations portaient non seulement sur le sens dans les cultures du Sud du concept de patrimoine, mais aussi sur les conséquences des processus institutionnels de patrimonialisation sur les sociétés locales. Les processus endogènes de patrimonialisation, les stratégies qui les recouvrent et les acteurs locaux impliqués, les objets matériels ou non, qui acquièrent ce statut de patrimoine ont déjà été étudiés dans ces deux premiers volumes. Nous y avons largement discuté les liens entre les processus de patrimonialisation, les questions de territoires et d'accès aux ressources, de conservation de la biodiversité, de tradition,

¹ Ce séminaire sur les processus de patrimonialisation, organisé au Muséum national d'histoire naturelle (département HNS), est le fruit d'une collaboration entre l'IRD (actuellement UMR 208 IRD/MNHN) le Cemaf (UMR 8171, CNRS-université de Paris 1-université de Provence-EPHE) et le CRBC (EHESS) et fait l'objet d'une animation interdisciplinaire (anthropologie, ethnobiologie, histoire, géographie). En 2006, le séminaire s'est orienté vers les « Ressources naturelles et patrimoines alimentaires en Afrique et en Amérique », puis a continué jusqu'en 2010 sous le titre « Les déclinaisons locales du patrimoine ». Actuellement, la même équipe augmentée d'un géographe-archéologue et d'un muséologue anime dans les mêmes conditions un séminaire intitulé cette fois « Le local dans la valorisation et la mise en scène des patrimoines » dont on peut espérer des fruits tout aussi abondants.

de mémoire et d'identité culturelle. Apparaissait clairement la nécessité, pour mieux les comprendre et les décrire, d'une approche pluri- voire interdisciplinaire sur la longue durée, faisant largement place à des disciplines cardinales pour le sujet telles l'économie, la politologie ou l'archéologie.

La thématique « patrimoine naturel et culturel au Sud » est désormais reconnue par la recherche, mais elle est aussi une dimension essentielle du développement durable dans la mesure où l'articulation du local et du global intéresse une multitude d'acteurs impliqués dans des secteurs aussi variés que la gouvernance et la conservation des ressources et des espaces, le développement économique et social, les activités artistiques et culturelles, le tourisme, ... Un rapide survol des derniers événements sur la scène des études patrimoniales françaises consacrées aux pays du Sud², confirme à l'envi les conclusions dégagées par nos travaux antérieurs. Ils montrent bien que la tendance de la « mise en patrimoine » affecte toutes les aires géographiques de notre champ d'analyse, de l'Afrique à l'Amérique du Sud, du pourtour méditerranéen à l'Asie et mobilise une communauté interdisciplinaire large et diversifiée : historiens et archéologues, anthropologues et sociologues, géographes mais aussi politologues, juristes et économistes sans oublier les naturalistes, écologues et spécialistes de la biologie de la conservation.

Le présent ouvrage réunit des communications présentées au cours du séminaire de 2006 à 2010 : toujours centrées sur les liens entre la diversité biologique et culturelle, elles analysent les processus de construction, déconstruction et valorisation des patrimoines naturels et culturels à partir d'études de cas choisies principalement, mais pas exclusivement, dans les pays du Sud.

² À simple titre d'illustration et en écho à l'Unesco qui a créé en 2003, une chaire sur l'Étude des patrimoines (en particulier mondiaux), on peut citer quelques initiatives récentes : pour l'Afrique, le Cemaf affiche depuis 2006 un axe sur le patrimoine culturel africain et les questions de mémoire. Pour l'Amérique du Sud, on peut mentionner le groupe SUDS de l'université de Saint-Quentin qui s'intéresse aux questions de patrimoines de langues et d'interculturalité. À l'IRD, le Laboratoire mixte international créé en janvier 2011 à Rabat au Maroc, s'intitule « Terroirs méditerranéens : environnement, patrimoine et développement ». À signaler, la création en 2009 d'un réseau des chercheurs sur les patrimonialisations qui relaye les informations et organise des manifestations (<http://respatrimoni.wordpress.com/>). Ainsi, les colloques consacrés peu ou prou au sujet se multiplient : rien qu'en 2011, on peut citer le colloque international de Pau « Patrimonialiser la nature : valeur et processus » ou celui co-organisé à Beyrouth par le département SHS du CNRS « Appropriation des ressources naturelles et patrimoniales : compétitions et droits d'accès en Méditerranée ».

Biodiversité, patrimoine et stratégies locales au Sud

Au niveau global, la patrimonialisation de la biodiversité au Sud fait bien sûr l'objet d'une attention très marquée, de la part d'instances internationales comme l'Unesco (avec notamment la Convention sur le patrimoine naturel et culturel mondial), la Convention sur la diversité biologique signée à Rio en 1992 et discutée dans plusieurs chapitres de cet ouvrage, ou encore la FAO (avec le Traité international sur les ressources phylogénétiques), mais aussi de la part des gouvernements, des agents de développement, de l'opinion publique régulièrement mobilisée sur la question, et enfin des communautés « traditionnelles »

présentes sur la scène médiatique. Il semble désormais acquis de ne plus envisager de protéger la biodiversité sans l'implication des populations que l'on considère comme ayant œuvré depuis toujours à sa conservation, voire sa fabrication. Dans le même sens, on s'applique de multiples manières à valoriser les liens redécouverts entre d'une part, la diversité biologique et culturelle et d'autre part, les patrimoines qui relèvent en fait, dans le contexte mondialisé actuel, des mêmes modèles de construction sociale et politique (GRAHAM *et al.*, 2000 ; BRECHIN *et al.*, 2003 ; DESCOLA, 2005). Pour certains, la mise en patrimoine de la biodiversité apparaît ainsi naturellement comme une solution permettant d'atteindre à la fois la conservation environnementale et la durabilité sociale (*Millenium Ecosystem Assessment*, 2005). Pourtant, même lorsqu'elles travaillent côte à côte, par exemple pour obtenir la délimitation d'un territoire protégé, la reconnaissance d'un objet patrimonial ou la valorisation d'un droit spécifique, ces différentes catégories d'acteurs ne partagent pas forcément les mêmes représentations de la nature et de la vie en société, ni les mêmes idées sur les valeurs et les objets qu'il convient de transmettre aux générations futures. Nous avons souhaité réunir dans cet ouvrage des analyses de processus de construction patrimoniale qui révèlent des situations conflictuelles, voire même violentes, au niveau des représentations, des usages ou des relations entre les acteurs en présence, situations qui bousculent l'image du paisible consensus généralement attachée à l'objet patrimonial. Comme nous pourrions notamment le voir dans la troisième partie de cet ouvrage, il convient donc de garder un regard critique sur les instrumentalisation de la mise en patrimoine : celle-ci peut finalement servir des intérêts purement lucratifs, et encore séparer, marginaliser ou exclure des groupes qui avaient pourtant œuvré à l'invention ou à l'émergence de l'objet patrimonial.

Au niveau local, chaque processus de patrimonialisation s'accompagne d'un changement dans l'organisation territoriale des droits d'accès et d'appropriation des ressources, des biens et des espaces (de l'accès libre à la propriété privée, de ressource commune au bien public : AUBERTIN *et al.*, 2007). La mise en patrimoine est aussi un instrument efficace pour la conservation de la biodiversité mais aussi de lieux, d'objets ou de savoirs ; elle peut également servir à la reconnaissance de la singularité des « cultures autres » (RODARY *et al.*, 2003). De nombreux exemples montrent la convergence, stratégique ou non, des revendications patrimoniales avec les revendications territoriales et identitaires des populations locales (JOLIVET et LÉNA, 2000 ; SIMONI *et al.*, 2008) où il apparaît donc que le foncier joue un rôle important

dans cette construction d'attachements collectifs, de liens aux lieux (CHALÉARD et POURTIER, 2000). On voit que les dynamiques locales de la patrimonialisation constituent un objet d'étude passionnant et riche où se trouvent cristallisées les notions d'identités, de savoirs locaux, de développement durable³.

³ Ces problématiques traversent d'ailleurs les programmes de recherche de l'UMR 208 PALOC.

Avec pour objectif d'explorer les constructions de patrimoines et les représentations qui leur sont associées dans une perspective pluridisciplinaire, associant sciences humaines et sociales et sciences de la nature, les communications retenues permettent de comprendre les enjeux identitaires dans le cadre d'échanges globalisés et dans des situations de conflits d'accès et d'usage. L'accent est mis sur les savoirs et savoir-faire locaux et sur les nouvelles formes de valorisation des patrimoines, tant naturels que culturels, afin d'établir leurs caractères innovants éventuels. Les auteurs se sont attachés à analyser les jeux d'acteurs, les recompositions sociales, les réorganisations spatiales et institutionnelles dans des contextes écologiques, politiques, économiques et sociaux en mutation rapide ou sur la longue durée. L'articulation des politiques publiques en termes de conservation de la diversité biologique et culturelle avec les dynamiques locales a retenu spécialement notre attention, de même que la mise en scène des patrimoines et l'instrumentalisation marchande ou politique du « local ».

Des territoires aux patrimoines

Notre choix éditorial permet d'illustrer et d'analyser les principales dynamiques patrimoniales contemporaines, observées ici sur cinq continents, à des échelles et en des lieux très divers. Tous les auteurs se sont notamment attachés à décrire les processus de construction (et déconstruction) des territoires, des patrimoines naturels et culturels et des identités, qui opèrent d'ailleurs souvent de manière parallèle. Il n'est peut-être pas inutile alors d'insister sur le fait que nous avons privilégié dans ce volume l'étude de la mise en patrimoine, ou patrimonialisation, à celle du patrimoine proprement dit. Il s'agit, comme le souligne Valérie Boisvert dans le premier article de cet ouvrage, de « porter le regard non pas sur le patrimoine mais sur le processus par lequel s'opère sa qualification » dans la mesure où ce dernier renvoie à des représentations et des rapports sociaux spécifiques qui eux-mêmes évoluent. De fait, aucun objet, aussi naturel fût-il, n'est par essence « patrimoine » ; mais il peut le devenir quand il est reconnu comme tel par ceux qui peuvent espérer tirer parti de ce statut. Nous verrons ainsi qu'un café, un paysage, une roche gravée depuis des milliers d'années ou un riz parfumé d'une couleur bleutée limpide au grain long de 7,81 mm,

peuvent ou non « faire patrimoine » dans des contextes donnés. En un certain sens, il apparaît que les constructions patrimoniales rejoignent et même télescopent les dynamiques de construction territoriale et identitaire analysées plus spécifiquement dans la première partie de l'ouvrage, et observées par ailleurs en d'autres espaces habités, protégés ou distingués par un statut spécifique (JOLIVET et LÉNA, 2000 ; RAUTENBERG *et al.*, 2000 ; RODARY *et al.*, 2003 ; AUBERTIN et RODARY, 2008).

Dans la continuité d'une réflexion déjà substantielle dans les deux volumes précédents (CORMIER-SALEM *et al.*, 2002, 2005), les questions du rapport au territoire constituent donc une fois encore le noyau central de l'ouvrage.

Une autre question transversale à l'ensemble des chapitres est celle des transformations sociales et spatiales du local et de leur articulation aux politiques publiques nationales, régionales ou mondiales. Alors que l'on insiste désormais sur l'importance des populations locales, ou de leurs savoirs, pour la conservation de la biodiversité (POSEY, 1983 ; STEVENS, 1997 ; SILLITOE, 2007), que de nombreux instruments légaux sont mis en place pour assurer une meilleure concertation entre ceux qui partagent un même territoire, ou un même patrimoine, nous voulons démontrer que les processus qui nous intéressent ne sont pas toujours menés dans un climat d'entente mutuelle et de dialogue. Conflits de représentations et d'intérêts transparaissent à l'analyse des discours locaux qui remettent parfois en question l'efficacité environnementale de certains instruments de réglementation, et leur acceptabilité sociale. Quels sont les effets locaux, par exemple, d'une indication géographique, de la création d'un parc national ou même d'une loi octroyant des droits spécifiques à certaines catégories de personnes ? Selon le point de vue, les implications environnementales et sociales de ces processus de patrimonialisation et territorialisation ne vont pas toujours dans le sens espéré et il est important de comprendre quelles sont les logiques qui font valoir, ou déchoir, tel ou tel élément, les motifs d'émergence et les modes d'appropriation de nouvelles formes de valorisation du patrimoine. Ces thématiques sont abordées de façon à montrer le rôle du local dans l'élaboration, la gestion et le contrôle des ressources patrimonialisées, mais aussi les apports croisés des diverses disciplines impliquées aujourd'hui dans ce champ de recherche par nature multidisciplinaire : juristes, économistes, anthropologues, historiens, géographes et ethnobotanistes ont élaboré les 16 chapitres de ce livre que nous avons articulés en trois axes : 1) les effets du global, le retour du local ; 2) la fabrique des patrimoines et le rôle des instruments légaux ; 3) les dérives et les limites du « tout patrimoine ».

Les effets du global, le retour du local : enjeux actuels de la patrimonialisation

⁴ Qui pourrait aisément être qualifié « d'hyperpatrimonialisation » tant les exemples foisonnent et se multiplient au Sud.

Dans le mouvement patrimonial actuel⁴, les effets et rétro effets des politiques nationales, instances et conventions internationales sur les normes et stratégies d'institutions ou collectifs locaux, occupent une place remarquable. Pour comprendre le contexte et les enjeux de cette effervescence patrimoniale, il s'agit de connaître d'abord les acteurs les plus évidemment impliqués dans ces processus, institutions et associations gouvernementales ou non, dans leur contexte historique : transformations des relations entre les pays du Nord et du Sud, du rôle de la société civile, des représentations sociales de la nature. Ces réflexions sont menées dans la première partie à partir de l'étude des patrimonialisations qui s'appliquent à des espaces circonscrits, notamment des aires protégées, ou des paysages spécifiques.

Après nous avoir rappelé comment la biodiversité s'est progressivement imposée en une question d'intérêt global et présenté les principales politiques de conservation inspirées par la CDB, Valérie Boisvert propose une analyse des formes actuelles de la mise en patrimoine de la nature d'un point de vue économique. Les possibles contradictions, malentendus et convergences qu'elle nous fait voir entre une biodiversité envisagée tour à tour comme patrimoine ou comme marchandise, se reconnaissent par la suite dans la plupart des études de cas présentées dans cet ouvrage. Mais ce qui caractérise cette effervescence patrimoniale, c'est aussi la diversité de ses objets, manifestations et résultats. Sur des aires protégées choisies en des lieux et des contextes historiques très différents, Yildiz Thomas montre comment les savoirs et savoir-faire des acteurs locaux s'affrontent (Indonésie, Pakistan), se partagent (Népal) ou sont contractualisés (Cévennes), en fonction des représentations de la nature, des capacités à la négociation et des stratégies des uns et des autres.

Le questionnement des diverses catégories « savoirs scientifiques et locaux » mais aussi la cogestion, la participation et la concertation apparaissent comme autant de conditions nécessaires à une mise en patrimoine consensuelle. C'est à de telles conclusions que veulent nous conduire Aurélie Binot et Marie-Noël de Visscher avec une analyse du rôle des chercheurs dans la gestion d'autres aires protégées, cette fois en Afrique (Tchad, Bénin, Burkina Faso, Niger), sur des territoires utilisés traditionnellement par des sociétés pastorales. Lorsque les populations locales ne sont pas prises en compte comme de vrais partenaires, et que la mise en patrimoine peine à s'imposer parce qu'elle ne fait pas sens pour elles, les objectifs de la conservation sont rarement atteints ; les chercheurs sont alors invités à se positionner comme médiateurs entre gestionnaires et habitants. Au Maroc en revanche, le plateau de Yagour présente bien

tous les attributs d'un patrimoine local qualifié « d'endogène », porteur de références identitaires pour les habitants, pasteurs de tradition berbère, et faisant l'objet d'une gestion communautaire qui a jusque-là garanti la transmission des estives et de l'eau. Mais les logiques patrimoniales valorisant la biodiversité naturelle et les gravures rupestres du passé vont aujourd'hui à l'encontre des pratiques et des intérêts locaux. Laurent Auclair et ses collègues nous invitent alors à penser à une troisième voie en forme de compromis capable de concilier tradition et conservation, « visions locale et globale », sur cet *agdal* du Haut-Atlas. La perspective historique est également essentielle pour comprendre l'appropriation sélective de certains éléments patrimoniaux, capables de faire sens en certains lieux ou époques, et pas d'autres. Alexandre Hatungimana nous dresse un portrait historique et social du Burundi à travers les imaginaires du café introduit dans ce pays par des missionnaires pendant la colonisation belge. La caféiculture y a été imposée il y a moins d'un siècle avec des politiques extrêmement autoritaires, et maintenue pendant l'époque post-coloniale avec des mesures non moins éprouvantes pour les populations locales. Le café tient aujourd'hui une place importante dans les paysages des collines et l'imaginaire collectif, il s'impose comme incontournable moyen d'ascension sociale et signe de modernité. Mais même valorisé de la sorte, a-t-il pour autant acquis le statut de patrimoine alimentaire pour les Burundais ? N'est-il pas encore uniquement réservé aux étrangers comme dans bien d'autres régions du monde (BLANC-PAMARD *et al.*, 1989 ; TULET et GILARD, 2000) ?

Ailleurs, des éléments exogènes font également l'objet d'instrumentalisation politique et d'appréciations ambiguës de la part des populations locales. En Suisse, les éoliennes plantées sur des crêtes certes ventées, mais aussi vantées pour leurs valeurs patrimoniales, suscitent un débat passionné entre les partisans de la conservation de l'environnement, entendu au sens de paysage, et ceux de la conservation de l'environnement, entendu au sens d'énergie verte. Là où il n'y avait que du vent, on découvre une flore rare aux vertus identitaires, mais également un moyen de s'opposer au péril nucléaire. Yvan Droz et ses collègues nous présentent les tenants et aboutissants d'un tel dilemme qui révèle la force symbolique du territoire. Mais nous souhaitons aussi que cet article illustre les contradictions inhérentes à ces processus de patrimonialisation qui exigent presque toujours que l'on procède à une sélection, hiérarchisation et légitimation de certains éléments aux dépens d'autres. Cet aspect de la construction patrimoniale, et donc les instrumentalisation qu'elle peut servir, sont discutés à travers plusieurs exemples dans la suite de l'ouvrage.

La fabrique des patrimoines et le rôle des instruments légaux

En reconnaissant la complexité des logiques de patrimonialisation et leur lien avec la construction des territoires et des identités, nous chercherons à mieux connaître ce qui peut dans certains contextes « faire patrimoine ». Cette deuxième partie a pour objectif d'analyser l'émergence de « nouveaux » éléments patrimoniaux avec, en particulier, le rôle des instruments légaux disponibles actuellement et capables de favoriser, ou non, la valorisation ou la construction de patrimoines donnés. Dans cette perspective, les patrimoines alimentaires occupent une place de choix et apparaissent aujourd'hui comme un véritable « enjeu de société » (BESSIÈRE et TIBÈRE, 2011), à la fois mis en avant dans les stratégies de développement locales basées sur la valorisation de « spécialités locales », de « produits de terroirs », etc. (CORMIER-SALEM et ROUSSEL, 2009 ; KATZ *et al.*, 2008) et la construction des identités culturelles et territoriales (BÉRARD et MARCHENAY, 2004 ; DE SUREMAIN et KATZ, 2008).

Longtemps exclues des politiques et des espaces de conservation, les populations locales et autochtones sont plus souvent reconnues désormais comme des « gardiennes du jardin planétaire » pour leur rôle dans le maintien de la biodiversité et la transmission de savoirs naturalistes séculaires qu'on cherche à protéger (BÉRARD *et al.*, 2005 ; ROUSSEL, 2005). Selon les pays, elles peuvent s'emparer d'instruments légaux qui donnent à leur territoire un statut distinctif, comme par exemple celui de « terre indigène » au Brésil (ALBERT *et al.*, 2008), mais se voient aussi imposer en même temps de nouvelles normes d'usages et territorialités (DE ROBERT, 2004). À quelles nouvelles formes de relations sociales et spatiales doivent s'astreindre les populations locales lorsque se transforme le statut patrimonial de leur territoire ? En Indonésie, Dominique Guillaud nous fait rencontrer deux sociétés insulaires dont les transformations récentes ne peuvent pas être comprises sans incursion dans le temps long des îles et une lecture des relations singulières que chacune tente de maintenir avec le territoire. Malgré l'appui d'ONG et la création d'un parc, les habitants peinent à surmonter les effets de la sédentarisation et de l'attrait que suscitent leurs ressources naturelles ; les mêmes facteurs culturels qui avaient garanti le caractère patrimonial du territoire semblent maintenant favoriser son déclin. Plusieurs Constitutions d'Amérique latine attribuent des droits spécifiques aux peuples autochtones et populations traditionnelles, ce qui se traduit par une mise en patrimoine des territoires. Au Brésil, Ludivine Eloy et ses collègues analysent les relations que les habitants des bords du fleuve Trombetas en Amazonie entretiennent avec leur milieu et leur territoire. Dans quelle mesure la reconnaissance officielle de cet espace patrimonialisé, qui impliquait l'adhésion à une catégorie identitaire jusque-là peu valorisée

– les descendants d’esclaves – oriente-t-elle les pratiques actuelles d’exploitation de la forêt selon des exigences implicites de conservation ?
Alimente-t-elle, en même temps les tensions sociales au sein et entre les communautés locales ?

Au Pérou, une petite élite de cuisiniers travaille à la patrimonialisation d’une gastronomie nationale qui intègre entre autres l’héritage des sociétés autochtones séculaires en mettant l’accent sur les produits de l’(agro)biodiversité. Raul Matta nous montre comment le processus mène à la valorisation d’ingrédients locaux jusque-là peu appréciés, voire dénigrés ou inconnus. Mais cette patrimonialisation semble aussi se faire au prix d’une mise à distance de la réalité autochtone, puisque la « neutralisation de l’exotisme négatif » trahit une vision naturalisante des sociétés amérindiennes (DESCOLA, 1985), finalement ramenées, comme les espèces de plantes et d’animaux, à la biodiversité. D’autres patrimoines alimentaires ne se disent pas, au sens où ils n’ont pas (encore) fait l’objet de reconnaissance officielle, comme tels. C’est le cas du mil, une céréale dont Anne Luxereau nous démontre qu’elle s’articule autour de tout un corpus de savoirs, de pratiques et de relations sociales ancrées dans les territoires, l’histoire et les identités, bref le patrimoine, du Niger. La patrimonialisation d’un objet semble souvent induite par sa raréfaction (réelle ou perçue) ou par les difficultés posées par son accès et son contrôle ; on peut s’interroger sur l’efficacité des instruments légaux habituels pour la valorisation ou la protection des patrimoines d’évidence, ceux qui ne se disent pas et n’en restent pas moins sujets à transformation. À l’inverse, on assiste à un processus de « surpatrimonialisation » techniciste que nous avons, grâce aux travaux de Frédéric Thomas et de ses collègues, emprunté au Vietnam. En voulant protéger avec des Indications géographiques un patrimoine agricole et culinaire séculaire, ne risque-t-on pas de provoquer une fixation des caractères de certaines ressources naturelles ? La course toujours plus exigeante à la preuve « scientifique » du lien entre la qualité d’un produit et son origine géographique ne risque-t-elle pas d’éloigner les produits reconnus par une IG des modalités de production « traditionnelles » ?

Dans la gamme très large des pratiques et modes de valorisation des ressources, des espaces et des objets susceptibles ou non d’être patrimonialisés, une des priorités des études patrimoniales actuelles est certainement de chercher à évaluer les bénéfiques, marchands et non

Les dérives
et les limites
du « tout
patrimoine »

marchands, pratiques et symboliques et de tenter de mesurer leurs effets directs et indirects, locaux et globaux. Mais l'analyse des stratégies des différents acteurs impliqués dans ces processus doit questionner aussi les modes d'appropriation souvent concurrentiels des éléments patrimoniaux, et donner des pistes sur les formes de concertation et de négociation capables d'orienter la mise en place et l'application de nouveaux instruments légaux, tels la labellisation ou la certification.

Sans ces préoccupations, sans interrogations sur les fondements de ces démarches et acteurs, l'effervescence patrimoniale que nous avons constatée pourrait bien aussi laisser dans l'ombre des instrumentalisations politiques, économiques ou sociales qui, loin de conforter et revaloriser les savoirs et expériences locaux, pourraient mener au contraire à une certaine dilution, voire à la négation de ces patrimoines...

Les travaux présentés dans la troisième partie de notre ouvrage prolongent cette discussion déjà amorcée dans les précédents chapitres sur les limites d'une perspective du « tout patrimoine ». Qu'ils soient des tequilas ou des mezcal, les spiritueux d'agave ne sauraient manquer à la liste des éléments patrimoniaux que chacun d'entre nous attribuerait probablement de manière spontanée au Mexique. En témoignent une histoire déjà ancienne, la complexité et la diversité des pratiques de culture et de transformation qui leur sont associées, ainsi que leur place dans les paysages, territoires et identités du Mexique d'aujourd'hui comme nous l'exposent Jorge Larson et Xitlali Aguirre. Mais par l'étude détaillée du contenu informatif et symbolique des étiquettes apposées sur les bouteilles et de celle des normes d'obtention de la dénomination d'origine, nos deux auteurs mettent en évidence l'existence de sérieux dysfonctionnements de cet instrument légal, qui ne favorise pas les meilleures productions locales.

À Madagascar, pourquoi le café n'est-il pas reconnu officiellement comme un élément du patrimoine national ? Sophie Moreau nous expose qu'il en possède pourtant tous les attributs nécessaires : grande place occupée dans le paysage, vertus identitaires, Mais elle souligne qu'il existe aussi de nombreux obstacles à l'acquisition future d'un statut patrimonial.

Nous avons rapproché cet exemple de celui des paniers tressés dans les oasis du Sahara. Ils résultent de savoirs et de techniques très élaborés qui se transmettent depuis des générations dans les oasis, tiennent un rôle clé dans les économies locales qui dépendent maintenant de l'activité touristique et racontent, dans leurs formes, matières et couleurs, toute

l'histoire des relations entre les peuples du désert. Tatiana Benfoughal nous propose d'expliquer pourquoi l'image dévalorisée du vannier qui était maintenu traditionnellement dans une position sociale de précarité et de soumission ne s'efface pas. Un processus de patrimonialisation des vanneries ne pourrait alors être envisagé qu'en dehors du contexte qui les a fait naître, loin des oasis, peut-être, dans des coopératives employant une main-d'œuvre féminine et salariée.

Revenant au territoire comme support et substrat de constructions patrimoniales, Jean-Luc Paul retrace l'histoire des liens que les montagnards de Uluguru en Tanzanie ont su tisser avec leur espace et avec les autres. L'objectif de cet article est de montrer que les transformations actuelles qui vont vers la valorisation d'une appropriation individuelle du foncier semble désormais s'imposer, à l'encontre de la vision « matrimoniale » du territoire.

Pour finir, une leçon nous arrive des paysans du Niger, du Tchad et du Cameroun qui en quelque sorte critiquent le patrimoine à travers leurs pratiques et principes de gestion et de circulation des plantes cultivées. En réponse aux mouvements de patrimonialisation qui souhaitent servir les revendications identitaires ou les intérêts économiques des communautés locales se pose la question du sens et de la résonance de telles démarches dans les contextes culturels correspondants. En ce qui concerne les paysans du Tchad, Éric Garine et ses collègues démontrent que les variétés traditionnelles de plantes cultivées ont été créées et sont maintenues par les communautés paysannes des alentours du lac Tchad, avec la préoccupation généralement explicite d'une transmission intergénérationnelle. Mais ils conduisent ensuite une réflexion sur leur « potentiel patrimonial » : possèdent-elles des indices de patrimonialisation (espèces aux vertus identitaires reconnues, réputation, grand nombre de cultivars, valeur culturelle...) ? Sont-elles considérées comme des patrimoines par les paysans locaux qui les voient certes comme les « semences de leurs pères », mais qui ne s'en attribuent pas l'usage exclusif ?

Dans son ensemble, ce nouvel ouvrage se veut comme une preuve supplémentaire de l'intérêt de la problématique centrée sur les « patrimoines locaux ». Appréhendé comme une construction sociale révélatrice des dynamiques contemporaines, le patrimoine est un formidable instrument de rencontres : entre disciplines scientifiques, recherche et action ou communautés du Nord et du Sud. Il s'invente, s'affirme, se dessine ou s'efface au gré des stratégies des acteurs en présence, mais aussi selon l'histoire de leurs relations, ou/et de volontés

politiques venues du haut, dans une bruyante et parfois cacophonique confrontation. Le patrimoine est le résultat de la sélection et de la mise en scène d'éléments choisis parmi d'autres pour se définir en rapport à un lieu, un plat, une plante,... capables de montrer tout à la fois des continuités avec le passé, mais aussi des préoccupations sur le futur.

La patrimonialisation, cependant, ne saurait s'appliquer à n'importe quel objet et elle s'accompagne bien souvent de processus de normalisation, légitimation, étiquetage, simplification, valorisation et exclusion dont il convient d'évaluer les enjeux, à plusieurs échelles. En somme, si le patrimoine est bien un instrument efficace pour protéger, revendiquer, s'imposer ou s'enrichir, cet ouvrage a été conçu sur l'idée générale qu'il est également le résultat d'interférences et de dialogues, de croisement de points de vue et de valeurs, et en ce sens, il pourrait peut-être bien aussi servir à ré-enchanter le monde.

On l'a compris : l'effervescence patrimoniale, dont témoignent ces articles, se manifeste à l'échelle locale mais aussi nationale et internationale, mobilisant une grande diversité d'acteurs, avec chacun leurs logiques et stratégies. Les contributions de cet ouvrage veulent aussi mettre en évidence un autre acteur clé de ces processus, le chercheur, et invitent à une analyse réflexive de nos propres pratiques. Nous laissons les lecteurs apprécier la richesse et la limite de l'exercice de la mise en patrimoine et trouver dans ces contributions une réponse à ces questions : par qui, pour qui et avec quels instruments ?

R é f é r e n c e s

ALBERT B., DE ROBERT P., LAQUES A. E., LE TOURNEAU F. M., 2008 – « Territorialités amérindiennes et terres indigènes en Amazonie brésilienne : continuité ou rupture ? ». In Aubertin C., Rodary E. (éd.) : *Aires protégées : espaces durables ?*, Marseille, IRD, coll. Objectifs Suds : 187-214.

AUBERTIN C., PINTON F., BOISVERT V. (éd.), 2007 – *Les marchés de la biodiversité*. Paris, IRD Éditions, 204 p.

AUBERTIN C., Rodary E. (éd.), 2008 – *Aires protégées : espaces durables ?* Marseille, IRD Éditions, coll. Objectifs Suds, 260 p.

BASSETT T., CORMIER-SALEM M.-C., (eds), 2007 – Nature as Local Heritage in Africa. *Special issue of Africa*, 77 (1), 150 p.

BÉRARD L., MARCHENAY P., 2004 – *Les produits de terroir, entre culture et règlements*. Paris, Éd du CNRS, 214 p.

BÉRARD L., CEGARRA M., DJAMA M., LOUAFI S., MARCHENAY P., ROUSSEL B., VERDEAUX F. (eds), 2005 – *Biodiversité et savoirs naturalistes locaux en France*. Paris, Cirad-Iddri-IFB-Inra, 271 p.

BESSIÈRE J., TIBÈRE L. (éd.), 2011 – Patrimoines alimentaires. *Anthropology of Food*, 8.

BLANC-PAMARD C., HOFFMANN O., ROS-SIGNOL J. P., 1989 – *Autour du café*. Versailles, Orstom CNRS/Inra, Doc de

travail, de l'URSAD, Versailles-Dijon-Méricourt, 81 p.

BRECHIN S. R., WILSHUSEN P. R., FORTWANGLER C. L., WEST P. C., 2003 – *Contested Nature. Promoting International Biodiversity with Social Justice in the Twenty-first century*. New-York, State university of New-York, 321 p.

CHALÉARD J. L., POURTIER R. (éd.), 2000 – *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud*. Paris, Publications de la Sorbonne (Prodig).

CORMIER-SALEM M.-C., J. BOUTRAIS, D. JUHÉ-BEAULATON, B. ROUSSEL (eds), 2002 – *Patrimonialiser la nature tropicale. Dynamiques locales, enjeux internationaux*. Paris, IRD, coll. Colloques et séminaires, 468 p.

CORMIER-SALEM M.-C., JUHÉ-BEAULATON D, BOUTRAIS J. B., ROUSSEL B. (eds), 2005 – *Patrimoines naturels au Sud : territoires identités et stratégies locales*. Paris, IRD, coll. « Colloques et séminaires », 552 p.

CORMIER-SALEM M.-C., ROUSSEL B. (eds), 2009 – Les produits de terroir au service de la diversité biologique et culturelle ? *Autrepart*, 50, IRD & Sciences Po éd., 202 p.

DESCOLA P., 1985 – « De l'Indien naturalisé à l'Indien naturaliste : sociétés amazoniennes sous le regard de l'Occident ». In Cadoret A. (sous la direction de) : *Protection de la nature : histoire et idéologie. De la*

nature à l'environnement, Paris, l'Harmattan : 221-235.

DESCOLA P., 2005 – *Par-delà nature et culture*. Paris, Gallimard.

GRAHAM B., ASHWORTH G. J., TUNBRIDGE J. E., 2000 – *A Geography of Heritage. Power, Culture & Economy*. London, Arnold, 284 p.

JOLIVET M. J., LÉNA P., 2000 – Des territoires aux identités. *Autrepart*, (14) : 5-16.

KATZ E., ROBERT P. DE, VAN VELTHEM L., ALMEIDA M., SANTILLI J., ELOY L., RIZZI R., EMPERAIRE L., 2008 – « La valorización del patrimonio culinario amazónico a través de las Indicaciones Geográficas ». In Álvarez M., Medina F. X. : *Identidades en el plato. El patrimonio cultural alimentario entre Europa y América*, Barcelone, Icaria, Observatorio de la Alimentación : 97-117.

MARTIN J. Y. (ed.), 2002 – *Développement durable ? Doctrines, pratiques, évaluations*. Paris, IRD Éditions, 344 p.

Millennium Ecosystem Assessment, 2005 – Ecosystems and Human Well-being: Synthesis. Washington DC, Island Press.

POSEY D., 2002 – « Indigenous knowledge and development: an ideological bridge to the future (1983) ». In Plenderleith K. (ed.) : *Kayapó. Ethnoecology and Culture*, New York, Routledge Harwood Anthropology : 58-81.

RAUTENBERG M., MICOUD A., BÉRARD L., MARCHENAY P. (eds), 2000 – *Campagnes de tous nos désirs : patrimoine et nouveaux usages sociaux*. Mission du patrimoine ethnologique, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, (« Ethnologie de la France », Cahier 16).

ROBERT P. DE, 2004 – « Terre coupée ». Recomposition des territorialités indigènes dans une réserve d'Amazonie. *Ethnologie française*, 34 (1) : 79-88.

RODARY E., CASTELLANET C., ROSSI G., 2003 – *Conservation de la nature et développement. L'intégration impossible ?* Paris, Gret-Karthala, 308 p.

ROUSSEL B., 2005 – « Savoir locaux et conservation de la biodiversité : renforcer la représentation des communautés ». In : Développement durable ou décroissance sélective ? « Mouvements (Sociétés, politique, culture) », 41, Paris, Éd. La Découverte : 82-88.

SILLITOE P. (ed.), 2007 – *Local science vs global science: approaches to indigenous knowledge in international development*. New York, Berghahn Books, XI-288 p.- (Studies in environmental anthropology and ethnobiology, 4).- Index : 279-288.

SIMONI J., SAYAGO D., EMPERAIRE L., 2008 – « Territoire, identité et construction d'un développement

durable : les productions localisées en Amazonie brésilienne ». In Da Lage A. et al. (eds) : *L'après-développement durable : espaces, nature, culture et qualité*, Paris, Éd. Ellipses : 149-156.

STEVENS S. (ed.), 1997 – *Conservation through cultural survival: Indigenous peoples and protected areas*. Washington DC, Island Press.

SUREMAIN DE C.-E. ., KATZ E. (eds), 2008 – Modèles alimentaires et recompositions sociales en Amérique latine. *Anthropology of Food*. S 4.

TULET J.-C., GILARD J. (eds), 2000 – *La fleur du café. Caféculteurs de l'Amérique hispanophone*. Paris, Karthala.

latitudes 23

Effervescence patrimoniale au Sud

Entre nature et société

Éditeurs scientifiques

Dominique Juhé-Beaulaton
Marie-Christine Cormier-Salem
Pascale de Robert
Bernard Roussel

IRD
Éditions

Effervescence patrimoniale au Sud

Entre nature et société

Dominique Juhé-Beaulaton
Marie-Christine Cormier-Salem
Pascale de Robert
Bernard Roussel

IRD Éditions

INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Collection *Latitudes* 23

Marseille, 2013

« Latitudes 23 » est une collection généraliste, pluridisciplinaire. Elle vise à publier des synthèses thématiques ou géographiques privilégiant les systèmes complexes, croisant différents regards, et à faire le point sur une question à une large échelle de temps et d'espace. Les thématiques privilégiées sont : relations hommes-milieu, gestion des ressources naturelles, environnement-développement. Toutes les disciplines sont concernées, avec une priorité accordée aux approches associant les sciences de la nature et de la société.

Directrice de collection : Marie-Christine Cormier-Salem (marie.cormier@ird.fr)

1^{re} de couverture :

M.-C. Cormier-Salem – Tortue terrestre. Réserve spéciale de faune de Guembeul, Sénégal.

4^e de couverture :

M.-C. Cormier-Salem – Divers produits séchés (huîtres, arches, crevettes et piments), marché en gros de Dakar, Sénégal.

Frontispice :

M.-C. Cormier-Salem – Panier d'huîtres de mangrove de Casamance, cueillies et décortiquées avant d'être fumées et séchées. Sénégal.

Préparation éditoriale : Yolande Cavallazzi

Mise en page : Desk (53)

Coordination-fabrication : Catherine Plasse

Maquette de couverture : Michelle Saint-Léger

Maquette intérieure : Catherine Plasse

La loi du 1^{er} juillet 1992 (code de la propriété intellectuelle, première partie) n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple ou d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon passible des peines prévues au titre III de la loi précitée.

© IRD, 2013

ISSN : 1278-348X

ISBN : 978-2-7099-1747-6